

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE¹)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Réponse du CLEEE à la consultation de la CRE du 21 juillet 2016 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel

9 septembre 2016

Q1 : Êtes-vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par téléopération ?

Avis favorable

Q2 : Êtes-vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

Avis favorable, ces simplifications sont tout à fait bienvenues.

Q3 : Êtes-vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

Le CLEEE est favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessous. Ces prestations couvriront une part importante des besoins des utilisateurs. La nouvelle plate-forme permettant aux sites en BT>36 KVA et aux sites HTA d'accéder à leurs données de consommation est attendue impatiemment par les utilisateurs (qui en attendant bénéficient de data conso elec). Toutefois, nous attirons votre attention sur plusieurs points :

1. Il est important que l'accès aux données reste simple pour les entreprises multi-site ayant besoin de différents niveaux d'agrégation. Ces entreprises sont, dans leur majorité, composées de nombreuses structures, qu'elles soient filiales du groupe ou franchisées, qui chacune possède son code SIREN. Ces codes évoluent régulièrement au gré des réorganisations des entreprises. Jusqu'à présent, que ce soit en gaz ou en électricité, la signature en central, par l'entreprise consommatrice, d'un document listant les points de consommation et attestant que l'entreprise est mandatée par ses différents sites pour accéder à ses données de consommation, est suffisante. Cette facilité a permis de mener avec succès les appels d'offres ayant contribué à la sortie rapide et sans douleur des tarifs réglementés. Nous devons nous assurer que cette facilité sera maintenue à l'avenir.
2. Depuis des décennies, le consommateur professionnel a, en France, accès directement à son compteur, qu'il peut télé-relever à sa guise. Les usages sont multiples : contrôle

(1) Comité de Liaison des Entreprises ayant exercé leur Eligibilité au marché libre de l'Electricité

Le **CLEEE** regroupe des entreprises grandes consommatrices d'électricité dans des domaines aussi divers que les Services Publics (SNCF, RATP, Aéroports de Paris, Poste-Immo), l'environnement (Veolia), les télécommunications (Orange-FT, TDF), la filière automobile (Fédération des Industries d'Equipements pour Véhicules), les transports (Geodis), l'hôtellerie (Accor, Korian), l'agro-alimentaire (Grands Moulins de Strasbourg, Groupe Soufflet, Roullier, Lesaffre, Vivescia...), les matériaux de construction (Basaltes, Kerneos), la sidérurgie (Winoa), la grande distribution (PERIFEM, pour : Auchan, Carrefour, Casino, Cora, Les Mousquetaires, Système U), l'événementiel (Palais des Festivals et des Congrès de Cannes), la prise en charge de la dépendance (Korian), les services bancaires (BPCE Achats).

des factures, mise en concurrence, optimisation des process industriels, suivi technique des installations, gestion des effacements.

Certains autres pays comme l'Allemagne, a contrario, n'avaient pas choisi cette option et seul le gestionnaire de réseau peut accéder au compteur, au grand dam des consommateurs.

Or RTE et ENEDIS, arguant de raisons de sécurité et techniques ont décidé que l'accès direct ne sera plus autorisé à échéance 1-5 ans (lors du changement des compteurs RTC en GPRS), et remplacé par un accès aux données mises à disposition sur internet ou un accès via l'interface TIC qui ne donne accès qu'à des données partielles.

Nous avons rencontré en juin MM. Labroue et Neumann chez ENEDIS qui nous ont confirmé cette approche.

Nous comprenons que les solutions d'accès aux données de télérelève seront les suivantes :

- a) Accès via le portail ENEDIS : accès gratuit qui doit couvrir les besoins des ¾ du marché C2-C4 : données (courbes de charge et grilles fournisseurs) disponibles quotidiennement à J+1 15h, les besoins de données plus fraîches étant a priori couverts via une fonctionnalité « ping » (relève ponctuelle à la demande, facturable).
- b) Accès via la TIC : accès quasi temps réel (toutes les 5 secondes) à un nombre limité de données, nécessitant l'installation en aval d'un datalogger par le client ou un tiers autorisé, à un coût significatif pour l'utilisateur.
- c) L'accès direct au compteur par modem, qui donne un relevé complet de l'état du compteur, y compris la qualimétrie, les coupures, etc..., avec un historique des données de 30 jours ou plus, et un temps de communication de quelques minutes par site, ne sera plus possible pour les compteurs PME-PMI qui représenteront 95% du parc.

Cette perspective nous préoccupe. En effet, si certains membres du CLEEE pourront se contenter d'une télérelève hebdomadaire de leurs sites, un bon nombre est équipé de dispositifs de suivi technique de leurs installations nécessitant un accès fréquent aux données de télérelève. Beaucoup de questions se posent :

- Quel sera le surcoût supporté par les consommateurs par rapport à la situation actuelle compte-tenu de la nécessité de passer par l'interface TIC ?
- Toutes les données requises seront-elles disponibles sur l'interface TIC ? (notamment données qualimétrie, coupures...)

Nous souhaitons que la CRE, ENEDIS et RTE mènent une analyse précise sur base d'études de cas concrets, avec les consommateurs et leurs prestataires, afin de bien mesurer l'impact financier et les limitations pour les consommateurs induites par ces perspectives.

Dans l'attente de plus de précisions, nous considérons que le projet présente un risque potentiel pour les consommateurs : surcoût, allongement du temps d'accès aux données (j+1 15h au mieux), accès à un nombre plus limité d'informations, impossibilité de contrôler les données facturées par le gestionnaire de réseau.

Nous ne sommes pas persuadés que recréer un monopole sur l'accès aux données de consommation soit de nature à favoriser l'innovation et l'optimisation des coûts, sans parler du contrôle de la qualité de la prestation ENEDIS.

Le CLEEE considère que les consommateurs ou les tiers mandatés doivent continuer à avoir accès au compteur : pour des raisons d'efficacité, d'innovation, de concurrence, mais aussi de contrôle des données de télérelève facturées par le gestionnaire de réseau.

Q4 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

Réponse : nous ne voyons pas d'inconvénient à la facturation de cette prestation d'activation. Seule remarque : dans quel cas l'intervention sur le compteur est-elle nécessaire ? Comment l'utilisateur peut-il savoir par avance dans quel cas il se trouve ? En fonction des réponses aux questions qui précèdent, n'est-il pas plus simple de prévoir un tarif unique moyenné ?

Q5 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

Q6 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une prestation de relèvement à pied ?

Q7 : Êtes-vous favorable à la facturation au tarif « *sans déplacement* » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

Avis favorable, il nous semble logique que les utilisateurs soient facturés à hauteur des coûts qu'ils génèrent plutôt que de voir ce coût dilué dans le Turpe

Q8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

Avis favorable

Q9 : Êtes-vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

Avis favorable

Q10 : Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « *Transmission de données à la maille d'un immeuble* », dans les conditions décrites ci-dessus ?

Avis favorable, il conviendra après une année d'expérience de s'assurer que cette gratuité est sans conséquence sur les coûts du Turpe.